

# Le paradoxe tunisien : pourquoi tant de djihadistes ?

**Gurvan Le Bras**

Chargé de mission au CAPS

décembre 2016

Le pays engagé dans la plus prometteuse des transitions démocratiques du « printemps arabe » est aussi celui qui, malgré sa population réduite (11 millions d'habitants), fournit le premier contingent de djihadistes sur le vaste théâtre syro-irakien<sup>1</sup>. Ce paradoxe tunisien est souvent commenté, mais rarement expliqué. Cette note étudie les déterminants – politiques, sécuritaires, géographiques, historiques, sociologiques – de l'attrait spectaculaire exercé par le djihadisme dans la jeunesse tunisienne. Elle ne traite pas de la dimension internationale du phénomène. Elle cherche à expliquer pourquoi les jeunes Tunisiens sont si nombreux à partir pour une entreprise lointaine, macabre et dangereuse.

Du vide sécuritaire post-révolutionnaire à la fortune du discours djihadiste violent d'Ansar al-Charia, les conditions permissives sécuritaires et politiques qui ont facilité le recrutement et le voyage des djihadistes au lendemain de la révolution ont été

largement documentées, et alimentent à satiété le débat public tunisien. Ces conditions, qui, au fond, expliquent comment les Tunisiens sont partis au djihad, fournissent une grille efficace pour bâtir une réponse sécuritaire adaptée et un contre-discours ciblé. Reste cependant à élucider pourquoi les Tunisiens partent. Il faut pour cela appréhender de plus près le profil et les motivations des partants : quels Tunisiens partent ? de quelles régions proviennent-ils ? de quelles couches sociales sont-ils issus ?

L'examen fait apparaître deux traits essentiels : la marginalisation, dans toutes ses dimensions (politiques, sociales et économiques) ; la désillusion à l'égard d'une promesse non tenue de progrès politique et de justice sociale au lendemain de la révolution. Ces facteurs clés alimentent dans la jeunesse un discours nihiliste et une défiance endémique à l'égard des institutions publiques et sociales ainsi que des élites. Banalisée, cette perception altère le lien social, délégitime le politique et expose de larges pans de la jeunesse à l'instrumentalisation des acteurs extrémistes dont la prospérité a, fort heureusement, pu être jugulée pour l'instant.

## LES FACTEURS CONJONCTURELS, INTUITIFS ET BIEN DOCUMENTÉS

### **Vide sécuritaire, politique et religieux**

Le premier des facteurs permissifs à la migration des candidats au djihad nous est donné par une intuition largement partagée et commentée en Tunisie : il s'agit du vide sécuritaire créé au lendemain de la révolution par le reflux de l'appareil sécuritaire de l'ère Ben Ali<sup>2</sup>. Ce relâchement palpable du contrôle sécuritaire a facilité l'émergence d'acteurs radicaux – et le déploiement sans obstacle de leurs activités diverses, prosélytisme salafiste ou filières djihadistes – dans le vide laissé par les forces politiques et religieuses :

## Le paradoxe tunisien

- sur le terrain politique, Ennahda, acteur hégémonique de la scène islamiste depuis la fin des années 70, a remis sa stratégie de labourage du terrain culturel et religieux – le seul qu’il lui était permis d’occuper dans les décennies 1990 et 2000 – au profit d’une stratégie de conquête du pouvoir à Tunis, laissant le champ social libre à de nouvelles organisations ;

- le terrain religieux a été, lui aussi, immédiatement réinvesti par les radicaux, mouvements salafistes ou djihadistes, prêcheurs radicaux proches ou non de la mouvance religieuse d’Ennahda, sur les décombres de l’organisation du culte de l’ère Ben Ali, caractérisée par la fonctionnarisation des imams placés en pratique sous la coupe du ministère de l’intérieur. La bataille pour la reprise du contrôle sur les centaines de mosquées contrôlées par des extrémistes (parmi les quelques 4000 mosquées que compte la Tunisie) aura duré quatre ans. Durant cette période, ces lieux de culte se sont mués en magistère de choix pour la diffusion des appels au djihad et l’incitation à la violence.

## Emergence d’Ansar al-Charia, auxiliaire majeur du recrutement djihadiste

Comme le relève en particulier le journaliste et chercheur David Thomson, fin connaisseur du terreau djihadiste tunisien, le succès spectaculaire du recrutement djihadiste en Tunisie dans la période de 2011 à 2014 tient pour une large part à l’efficacité de la stratégie d’Ansar al-Charia<sup>3</sup>, qui réussit à s’imposer en quelques mois sur la scène politique post-révolutionnaire comme une référence de radicalité religieuse, d’activisme social et d’intégrité « islamo-révolutionnaire », dissimulant ses activités violentes (dissimulation d’armes, constitution de cellules dormantes) sous un discours prônant la prédication<sup>4</sup>. Deux phases successives méritent d’être distinguées :

- au cours de la période 2011-2013, l’organisation étend son emprise sur le territoire, investit bruyamment le champ politique et prospère sur la permissivité du discours

djihadiste dans le contexte post-révolutionnaire : à l'époque, aux yeux de beaucoup de jeunes Tunisiens, partir combattre Bachar Al Assad est un vertueux prolongement de la lutte contre Ben Ali. Cet essor est servi par l'attentisme du gouvernement dirigé par Ennahda, incapable d'engager l'épreuve de force avec ceux qu'il considérait comme des compagnons de route des années d'oppression. La croyance du cheikh Ghannouchi dans sa capacité à rallier Ansar al-Charia au jeu démocratique était sans doute sincère. Elle s'accompagnait néanmoins du calcul, cynique et pourtant naïf, qu'il importait de s'accommoder d'une « armée de réserve » pour une éventuelle confrontation future avec les forces de l'ancien régime...

- la période courant de l'été 2013 à début 2015 s'ouvre par le classement d'Ansar al-Charia comme organisation terroriste par le gouvernement Ennahda, point de départ de rafles massives conduisant à l'arrestation de plusieurs milliers de militants et sympathisants (entre 3000 et près de 7000 selon certains chercheurs). La répression précipite le mouvement dans la clandestinité. Les principaux cadres et de nombreux militants du mouvement se réfugient en Libye – où ils ne tardent pas à rejoindre l'Etat islamique – ou accélèrent leur départ vers la Syrie, contribuant à grossir sans doute significativement les chiffres des djihadistes tunisiens sur les différents théâtres : selon les autorités tunisiennes, l'effectif des Tunisiens présents en Syrie/Irak passe de 3000 en avril 2014 à 6000 en octobre 2015. Le mouvement laisse derrière lui plusieurs filières et cellules dormantes qui seront à l'origine des attentats qui endeuilleront la Tunisie en 2015.

Cette analyse des formes prises par la radicalité durant la période récente et des modalités de départ des Tunisiens a utilement contribué à définir la réponse sécuritaire des autorités. S'en tenir à ce niveau de lecture serait néanmoins une erreur. Pour conjurer le spectre de la violence djihadiste tunisienne, il convient de comprendre de quels maux l'attrait nihiliste pour le djihad est le symptôme dans ce pays.

## Le paradoxe tunisien

### LES FACTEURS STRUCTURELS, PEU DOCUMENTÉS ET DÉLICATS À MANIPULER

Les données analytiques précises manquent pour tenter de cerner le profil du djihadiste tunisien. Un premier regard transversal s'appuyant sur quelques enquêtes et sur les données disponibles concernant la question plus spécifique du terrorisme ne permet pas d'embrasser le phénomène dans ses dimensions politique et sociale.

#### **Quels Tunisiens partent ? Toutes les classes sociales sont concernées**

L'idée d'une distribution sociale relativement neutre de l'attraction du djihad est indirectement confortée par certaines données disponibles<sup>5</sup>. Par ailleurs, si l'on se risquait à esquisser le portrait-robot des terroristes des attentats du Bardo, de Sousse et de Tunis, il ferait apparaître quelques convergences évidentes (des jeunes, tous Tunisiens, de sexe masculin) sur fond d'hétérogénéité : ils sont diplômés (un des terroristes de Tunis, celui de Sousse) ou non (comme l'un des deux auteurs de l'attentat du Bardo et celui de Tunis), proviennent de régions marginalisées (Siliana pour l'auteur de l'attentat de Sousse, Kasserine pour l'un des deux terroristes du Bardo) ou non, de milieux socio-culturels divers (le terroriste de Sousse vient d'un milieu défavorisé, l'un des terroristes du Bardo venait des classes moyennes).

#### **D'où partent ils ? Des régions défavorisées... et des autres aussi**

Le constat est analogue à l'issue de l'examen de la distribution géographique. L'intuition suggère que les régions marginalisées, la « Tunisie de l'intérieur », en conflit historique, économique et culturel avec la « Tunisie des côtes », développée, éduquée et ouverte sur l'Occident, produiraient davantage de parcours déviants<sup>6</sup>. Une étude parue fin 2015 conclut en fait à une distribution assez uniforme des départs sur l'ensemble du territoire<sup>7</sup>

et à l'importance des effets de réseaux (*foreign fighter hubs*<sup>8</sup>) : sans doute les zones les plus défavorisées fournissent-elles davantage de candidats au départ vers le djihad ; mais c'est très souvent par le biais d'une émulation individuelle et d'une connaissance personnelle, selon un schéma actif depuis la guerre d'Afghanistan pour le djihad et valable aussi, par exemple, pour l'émigration. Le chercheur Dominique Thomas confirme l'importance des parcours individuels dans la genèse des projets de départ, particulièrement au Maghreb. Les générations d'Afghanistan et d'Irak (anciens d'Al Qaida en Irak extradés ou revenus puis emprisonnés en Tunisie dans les années 2000) ont joué un rôle clé dans le succès d'Ansar al-Charia en Tunisie.

## MARGINALITÉ ET DÉSESPOIR : DEUX FACTEURS ESSENTIELS

En réalité, la carte des départs recoupe assez largement celle de la désillusion post-révolutionnaire. Cette dernière se nourrit des frustrations provoquées par l'absence de réalisation des objectifs de la révolution auprès de populations qui subissent de plein fouet les effets du ralentissement de l'économie depuis la révolution.

### **Ce que les cartes ne disent pas : ceux qui partent se recrutent parmi les perdants de la révolution**

S'il est à ce point malaisé de dessiner les contours géographiques et sociologiques de la carte du djihad en Tunisie, c'est que le clivage, historique et séminal, entre la Tunisie de l'intérieur et la Tunisie des côtes échappe de plus en plus aux grilles d'analyse, alors même qu'il s'exprime de plus en plus ouvertement :

- l'existence d'un clivage tout à la fois économique, culturel et politique entre une Tunisie des côtes et une Tunisie de l'intérieur, enraciné dans les mentalités et amplifié par l'ensemble des politiques de développement national mises en

## Le paradoxe tunisien

œuvre par l'Etat central depuis l'indépendance, est établie et communément admise<sup>9</sup>. Elle se double de l'échec, antérieur à la révolution dont il est l'un des ingrédients, du modèle de développement tunisien fondé sur la compétitivité prix et le *offshore*, deux orientations incompatibles avec les espoirs placés dans la politique de massification de l'enseignement supérieur<sup>10</sup> ;

- si, contrairement à une idée reçue, la chute du régime de Ben Ali ne tient pas tout entière dans la révolte de ces régions de l'intérieur<sup>11</sup>, elle a symbolisé la revanche de ces marges nationales sur le système central, et a suscité l'espoir puissant d'une redistribution des cartes plus inclusive (désenclavement territorial) et plus démocratique (justice sociale, renouvellement des élites) ;

- l'enracinement géographique et social de ces revendications est brouillé : l'exode rural des populations pauvres vers les villes (du nord-ouest et centre vers Tunis, du centre-ouest vers Sousse et du sud vers Sfax) confère aux banlieues un caractère d'excroissance de ces régions : il y a plus de gens originaires de Siliana ou du Kef à Tunis que dans ces villes. À la marginalisation des régions de l'intérieur répond en écho la marginalisation des quartiers populaires des grandes villes.

L'ONG International Alert, dirigée en Tunisie par la chercheuse Olfa Lamloum, a produit une série de rapports sur la question des liens qu'entretiennent la radicalisation de la jeunesse et les conditions socio-économiques dans deux quartiers déshérités de la banlieue tunisoise et dans la ville frontalière avec l'Algérie de Kasserine<sup>12</sup>. Ces études constatent que, peu pratiquants, ces jeunes avaient vécu l'implantation, après la Révolution, du salafisme djihadiste comme un phénomène endogène (« ce sont nos voisins et nos copains ») confronté à la même répression policière et la même ségrégation sociale qu'eux, dans un contexte de délitement des services publics (les deux tiers des jeunes à Kasserine n'ont aucune couverture sociale) et de désillusion face aux pratiques de clientélisme électoral qui ont marqué les échéances démocratiques de l'après-révolution.

## **Le djihadisme, mode privilégié d'affirmation d'une radicalité révolutionnaire**

Ce sont, relève notamment le chercheur italien Fabio Merone<sup>13</sup>, excellent connaisseur d'Ansar al-Charia Tunisie, précisément ces segments de population que cible un groupe comme Ansar al-Charia, dont « la fonction particulière est d'agir comme un mouvement social » ayant pour objectif de susciter par la prédication et la charité une adhésion idéologique individuelle fondée sur l'instrumentalisation de conditions sociales dégradées, et d'entretenir dans la jeunesse déshéritée un processus de polarisation (ancien régime / élites / laïcs contre révolution / périphéries / islamistes). Nous aurions ainsi affaire, en Tunisie, à un mode opératoire moins inspiré d'Al Qaida (stratégie et vision de nature apocalyptique) que « néo-djihadiste », selon le terme de Dominique Thomas<sup>14</sup>, à mi-chemin entre le terrorisme djihadiste et le salafisme politique, où l'objectif social de fédérer une masse critique autour d'un consensus anti-système<sup>15</sup> prédomine sur la visée politique. De fait, constate la chercheuse Olfa Lamloum, les salafistes d'Ansar al-Charia avaient rempli, à Kasserine comme dans les banlieues de Tunis, des fonctions sociales de base pendant des mois : police, médiation, animation de quartier, assistance humanitaire. Ce discours prend une acuité particulière dans les régions frontalières, particulièrement enclavées et vouées à la contrebande et au trafic informel en l'absence de véritable politique de développement<sup>16</sup>.

Ce continuum entre salafisme et djihadisme s'est enraciné dans la perception commune en l'absence de tradition salafiste en Tunisie – le phénomène est marginal, sinon inconnu, jusque dans le milieu des années 1990 – à même de consolider, à l'instar de la situation égyptienne notamment, les distinctions usuelles entre salafisme quiétiste et salafisme djihadiste. En outre, le mode de vie salafiste a certainement prospéré sur la déstructuration insidieuse des repères traditionnels du vivre ensemble religieux traditionnel (islam des saints, soufisme) à la faveur de la pénétration, grâce notamment aux chaînes de télévision du Golfe, d'un islam plus rigoriste d'inspiration wahhabite<sup>17</sup>.



## Le paradoxe tunisien

### **L'opposition à l'arbitraire du système policier, registre central de la mobilisation radicale**

Dans ces quartiers comme à Kasserine, le registre principal de mobilisation était le repoussoir de la brutalité policière vécue au quotidien. Le basculement dans l'islam radical résulte d'abord de l'expérience de cette violence – celle, dans la phraséologie djihadiste, du « Taghout », personnification de l'Etat tyrannique et de son appareil de sécurité – et de la prison – cadre privilégié de la radicalisation en Tunisie des années 90 jusqu'à nos jours, puisque, selon les organisations des droits de l'homme, plusieurs milliers de jeunes ont été emprisonnés depuis le début de la répression contre Ansar al-Charia en août 2013 <sup>18</sup>.

C'est ainsi que, dans nombre de quartiers où Ansar al-Charia a déployé ses activités sociales et idéologiques auprès de jeunes qui reconnaissaient volontiers son caractère extrémiste, la classification du mouvement comme organisation terroriste a été vécue comme une nouvelle expression de la répression du système policier à l'encontre de leur classe sociale.

Ce registre de mobilisation anti-système et anti-police, qui n'est certes pas l'apanage des djihadistes en Tunisie comme ailleurs, se révèle particulièrement destructeur lorsqu'il fait irruption dans le clivage politique propre à la Tunisie. Comme le relève Vincent Geisser, « les actions terroristes en Tunisie – assassinats politiques de février et juillet 2013, attentats de 2015 – sont survenues à des moments clefs du processus constitutionnel et de la construction démocratique». Ainsi, la principale conséquence du djihadisme en Tunisie est d'avoir « permis un retour en force de l'Etat profond et des anciens réseaux du RCD, parti de Ben Ali, voire de consolider l'autoritarisme et de casser la dynamique démocratique ». Pour les djihadistes tunisiens qui seront chassés du théâtre syro-irakien, la volonté de déstabiliser la transition tunisienne, seule réussite du soulèvement arabe de 2011, unique exemple de compromis idéologique entre élites modernistes et entrepreneurs politiques islamistes, exercera un attrait puissant.

## CONCLUSION

Dynamiques structurelles de l'exclusion et facteurs conjoncturels de l'essor du djihadisme ont donc concouru à la genèse de ce paradoxe tunisien aux multiples aspects. Les facteurs conjoncturels relèvent de conditions aujourd'hui en partie révolues. La survenance de trois attentats meurtriers en 2015 masque un processus de reprise en main du territoire par l'appareil sécuritaire tunisien. Ansar al-Charia a été éradiquée en Tunisie. Le reflux du phénomène salafiste est visible. La société et la classe politique tunisienne font bloc autour du rejet du terrorisme. Le parti islamiste poursuit sa mue démocratique, s'éloigne de la prédication et purge ses rangs des éléments les plus radicaux. La Tunisie a la chance de ne pas avoir les mêmes problèmes que ses voisins. La polarisation idéologique ne domine plus le débat politique ; l'islam comme projet de société, voire comme projet politique, n'est plus porté par aucune force significative ; le choix de la démocratie fait l'objet d'un consensus entre les élites.

Les dynamiques structurelles identifiées – marginalité socio-économique et culturelle, désillusion post-révolutionnaire, surenchère de radicalité révolutionnaire dans la jeunesse, extrême sensibilité de la question de la gestion sécuritaire dans les classes populaires – attestent cependant que la fabrique radicale est toujours féconde en Tunisie. Ce constat invite à une réflexion globale sur les ressorts de la radicalisation et la grande pluralité des champs d'action qui contribuent à la prévenir.

La question de la réforme sécuritaire demeure essentielle pour enrayer le cycle répression/radicalisation. Comme l'indique le rapport de l'International Crisis Group sur ce thème<sup>19</sup>, une réforme de fond s'impose pour clarifier la tutelle politique et les statuts, instaurer une culture démocratique et déontologique, et décloisonner les services et les corps. Ralenti depuis son lancement en novembre 2015 par les réticences de la partie tunisienne, le projet de réforme des secteurs de sécurité de l'UE, ciblant principalement la sécurité intérieure à hauteur de 23 M€, autour de trois axes principaux (modernisation des forces de sécurité intérieure ; restructuration des capacités de contrôle aux

## Le paradoxe tunisien

frontières ; renseignement et lutte contre le terrorisme) devrait être placé plus haut sur l'agenda des priorités européennes.

Le constat de l'urgence économique et sociale est un lieu commun aussi peu contesté que réellement pris en compte. Les bonnes idées venues d'en haut n'ont jamais manqué – et ont rarement été appliquées<sup>20</sup>. Il est vrai que l'enjeu ne se réduit pas à la construction d'autoroutes et d'hôpitaux. Il s'agit, aussi et surtout, d'ouvrir – avec discernement et méthode - l'économie tunisienne, verrouillée par les rentes administratives et affairistes, aux nouveaux acteurs qui se pressent aux portes du système – l'explosion de l'économie informelle, de la contrebande et d'un affairisme décomplexé est la traduction de ce verrouillage du système économique. L'une des clés réside certainement dans l'octroi d'une plus grande autonomie de décision à ces régions défavorisées, caractérisées par une identité propre et une forte soif de reconnaissance. La décentralisation envisagée par la constitution de 2014 attend, pour être mise en œuvre, que se tiennent les élections locales théoriquement annoncées pour 2017 – prévues en 2016, elles pourraient, *in fine*, se tenir en 2018 – et que soient élus des exécutifs locaux. Il est essentiel que ces élections cessent d'être reportées pour des motifs purement politiques.

L'émotion qui a entouré les récentes auditions des victimes de torture et de mauvais traitements des dernières décennies a montré tout à la fois la soif de justice et la sensibilité de la mémoire de la dictature en Tunisie. Le processus de justice transitionnelle, que nous soutenons déjà de diverses manières, sera, pour l'ensemble des générations tunisiennes, le véritable test de la sincérité de la rupture du « système » (i.e des élites politiques, économiques et culturelles de l'ère Ben Ali) avec les démons du passé.

La Tunisie ne peut probablement pas se contenter d'un retour au statu quo ante en matière d'organisation du culte. Il faut redire avec la plus grande netteté que la revendication religieuse n'est pas centrale dans le paysage de la radicalisation djihadiste en

Tunisie. Néanmoins, les quelques centaines de mosquées prises par des imams radicaux ont joué un rôle dans la banalisation et la légitimation du discours takfiriste et djihadiste. Le système antérieur, reposant sur des imams fonctionnarisés délivrant chaque vendredi un prêche soigneusement pesé par les autorités, est discrédité aux yeux des croyants et risque de favoriser une offre informelle plus radicale. Les réflexions tunisiennes en la matière méritent l'attention à l'heure où nous nous intéressons nous-mêmes à l'organisation du culte musulman en France et à la formation des imams.

**Notes :**

**1. Selon une fourchette variant entre 2500, selon certains chercheurs, et 7000, selon d'autres sources (auxquels s'ajouteraient jusqu'à un millier environ en Libye). La porte-parole du groupe de travail des Nations Unies sur l'utilisation de mercenaires a déclaré à l'issue de sa mission en Tunisie en juillet 2015 : « Nous avons été informés du fait que quelques 4000 Tunisiens se trouvent en Syrie, entre 1000 et 1500 en Libye, 200 en Irak, 60 au Mali et 50 au Yémen. Actuellement, quelques 625 combattants qui sont rentrés des zones de conflits sont poursuivis en justice. La plupart des combattants auraient rejoint des groupes takfiri ou d'autres groupes extrémistes ».**

**2. Plusieurs dizaines des plus hauts cadres du ministère de l'Intérieur, dépositaires de l'appareil répressif de Ben Ali, sont rapidement limogés. Dans un contexte d'attaques lancinantes contre les postes de police, les forces de l'ordre se font discrètes dans les mois qui suivent la chute du régime.**

**3. Voir aussi : Dominique Thomas, *Génération djihadistes*, Michalon, 2016, « Chap. 2 : Ansar al-Charia, genèse et structure d'un courant néo-djihadiste local ». Ansar al-Charia Tunisie est un mouvement djihadiste tunisien fondé en 2011 par le vétéran de l'Afghanistan Abou lyadh. L'organisation revendiquait en 2012-2013 entre 30 000 et 50 000 sympathisants.**

Le paradoxe tunisien

4. Le rapport d'avril 2013 de l'ICG intitulé « Violence et défi salafiste en Tunisie » détaille utilement la généalogie du mouvement Ansar al-Charia et le parcours d'Abou lyadh, figure du djihad global, à compter du débat des années 2000.

5. Selon David Thompson, 44% des 1000 individus condamnés pour actes terroristes entre 2011 et 2016 ont le baccalauréat et 12% un diplôme universitaire, des chiffres qui ne contrastent pas démesurément avec ceux du reste de la population.

6. Le grand sud tunisien, le long des routes traditionnelles vers la Libye et l'Égypte, est depuis longtemps une terre d'émigration et d'aventure. En 1948, plusieurs centaines de volontaires de la ville de Ben Guerdane, frontalière avec la Libye, ont quitté leurs terres pour combattre dans les rangs des armées arabes contre la fondation de l'Etat d'Israël.

7. L'institut américain TSG (The Soufan Group) a tenté prudemment en décembre 2015 d'expliquer les particularités du ressort djihadiste dans chaque pays d'origine, avec, notamment, un gros plan sur la Tunisie : sur un échantillon de 112 individus (source non précisée), 15,2% viennent de Ben Guerdane, 10,7% de Bizerte, au nord (un demi million d'habitants), 10,7% de Tunis (le Grand Tunis compte 2 millions d'habitants). Il ressort en réalité de ces chiffres une répartition territoriale relativement homogène, puisqu'aucune région ou ville, hormis Ben Guerdane, ne rassemble plus de 10-11% des départs.

8. Sur Ben Guerdane, TSG rappelle que : « The tradition of jihad is so strong in Ben Gardane that the former leader of al-Qaeda in Iraq, Abu Musab al-Zarqawi, allegedly said : if Ben Gardane had been located next to Fallujah, we would have liberated Iraq. » Il convient de rappeler que Ben Guerdane a été en mars 2016 le théâtre d'un assaut de combattants tunisiens de Daech venus de Libye et repoussés par l'armée tunisienne. Une partie significative des assaillants provenait de Ben Guerdane.

9. Les présentations synthétiques de cette réalité ne manquent pas

(cf notamment l'analyse du président du think tank tunisien Joussour, Khayam Turki, dans *Le Monde* du 6 février 2016 (Khayam Turki : « Il existe un racisme social et régional en Tunisie »). L'on ne peut que renvoyer, notamment, au très bon rapport de la Banque Mondiale de 2014, « Tunisie : une révolution inachevée » : « Les taux moyens de pauvreté sont restés quatre fois plus élevés dans l'intérieur du pays que dans les riches zones côtières. Les politiques économiques ont contribué à entretenir ces disparités, puisque la plupart des investissements privés était attirée par le secteur offshore orienté sur l'exportation et donc principalement installé le long des côtes, proche des infrastructures nécessaires pour l'export. (...) Les investissements publics se sont aussi déplacés vers les côtes (...) ».

10. Là encore, le rapport précité de la Banque central résume parfaitement les enjeux.

11. Le retournement des élites tunisoises et « sahéliennes » (c.a.d. des côtes) a en réalité constitué le véritable facteur décisif distinguant la révolution de 2011 des éruptions sociales lancinantes que connaît la Tunisie depuis des décennies.

12. Hamza Meddeb, « Young people and smuggling in the Kasserine region of Tunisia : Stories of dispossession and the dynamics of exclusion », *International Alert*, 2016 ; « Experience and perceptions of young people in Tunisia, The case of Douar Hicher et Ettadhamen », *International Alert*, 2015.

13. Fabio Merone, « Enduring class struggle in Tunisia : the fight for identity beyond political Islam », *British Journal of Middle Eastern Studies*, 2015.

14. Dominique Thomas, *Génération djihadistes*, Michalon, 2016.

15. L'ICG, dans son rapport « Violences et défi salafistes » précité, rejoint cette analyse ; « La grande majorité de ces violences (salafistes) est de faible intensité et relève de causes sociales et urbaines tout autant que religieuses ou politiques. Elle est comparable en de nombreux points à celles qu'ont connues les banlieues populaires du

Le paradoxe tunisien

Caire dans les années 1980 avec la Gamaalslamiyya (Voir Patrick Haenni, *L'ordre des Caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*) ».

16. Hamza Meddeb, « Rente frontalière et injustice sociale en Tunisie », in *l'Etat d'injustice au Maghreb* (Irène Bono, Béatrice Hibou, Hamza Meddeb et Mohamed Tozy, 2015), mais aussi Mickael Béchir Ayari, *La Tunisie des frontières, djihad et contrebande*, International Crisis Group, octobre 2013 et, sur Ben Guerdane et la frontière tuniso-libyenne, Rafaa Tabib, *Effets de la frontière tunisolibyenne sur les reconfigurations économiques et sociales des Werghemmas, de la possession à la réappropriation des territoires* (thèse de doctorat, Tours, 2011).

17. Les questionnaires remplis par les jeunes interrogés par *International Alert* attestent de cette évolution : « Religion is important to the vast majority, but interpretations vary : although 88.6% of the respondents consider religion very important, only 26.2% go to the mosque to pray. Some 23.7% of the respondents believe that polygamy should be restored and 63% believe that the veil is a Sharia obligation for women. While 31% see holy shrines as an integral part of their customs and traditions, 42% view them as heretic ».

18. Selon Fabio Merone, « Explaining the jihadi threat in Tunisia », *Opendemocracy*, mars 2015 : « According to human rights organizations no less than 6,500 young people had been imprisoned as a result, twice the number incarcerated at the time of Ben Ali's 2007 campaign of repression. »

19. L'ICG a consacré en juillet 2015 un rapport à cette question. Il dresse le constat d'un secteur de la sécurité intérieure fragmenté et courtisé par les affairistes et les clientèles politiques, ainsi que d'un appareil qui s'autonomise de plus en plus par rapport au politique.

20. Depuis des décennies, les plans quinquennaux des différents gouvernements de l'ère Ben Ali témoignent des bonnes intentions des autorités qui, aujourd'hui encore, ressassent – en toute bonne foi – des idées qui, pour être parfois bonnes, ne sont pas nouvelles – comme la création d'une banque d'investissement régionale.

